

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

Africités : "Construire l'Afrique à partir de ses territoires : quels défis pour les collectivités locales ?"

- Actualités -

Date de mise en ligne : mercredi 5 décembre 2012

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

Organisé tous les trois ans par Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (Cglua), Africités rassemble des ministres, des gouvernements locaux, des maires, des fonctionnaires et des chefs traditionnels ainsi que des syndicats, des universitaires, des Ong et des Osc. Africités VI aura lieu à Dakar du 4 au 8 décembre 2012 avec plus de 5000 délégués de tout le continent, mais aussi des maires d'Amérique latine, de Chine et de Turquie.

source : www.pambazuka.org - 2012-12-03

Africités est une occasion importante pour les mouvements sociaux d'observer et de s'engager avec les représentants des collectivités locales et centrales. Il est important d'y participer pour plusieurs raisons. Premièrement, pour s'assurer que des voix alternatives de nos communautés soient entendues. Deuxièmement, pour être présent, de sorte que ces voix soient prises en considération quand des politiques sont formulées et, troisièmement, pour comprendre les dynamiques régionales, continentales et internationales qui sont à la base des réseaux de pouvoir qui contrôlent nos sociétés et nos vies.

Compte tenu de la tendance croissante au sein des organismes internationaux pour limiter les voix des communautés à celles filtrées à travers quelques réseaux, Ong, et Osc qui fonctionnent avec des paramètres restreints, il est également impératif de s'ouvrir à d'autres approches et d'autres organisations qui vont donner une perspective différente aux défis auxquels font face les communautés, tant sur leurs causes que sur les solutions possibles. Il s'agit de la base de leur convergence vers la Voie urbaine et communautaire, proposition de travail clairement issue de l'Assemblée mondiale des habitants (Fsm Dakar 2011), comme un des piliers pour un Pacte social urbain alternatif fondé sur les Droits de l'homme et de l'environnement, ainsi que sur la responsabilité des habitants en tant que créateurs et co-dirigeants des villes et villages, et non comme simples clients-utilisateurs des territoires.

Seize sessions thématiques apporteront au moins cinq propositions à étudier au cours des réunions politiques de Cglua. Celles qui seront adoptées feront partie du programme politique obligatoire d'action de l'organisation pour les années suivantes. Votre participation aidera à remettre une proposition pragmatique et progressive qui aura un réel impact sur le développement d'une administration locale démocratique et participative dans nos pays.

L' **Alliance Internationale des Habitants** , un réseau mondial d'organisations d'habitants et un des principaux organisateurs de l'Assemblée mondiale des habitants, a été invitée par le secrétaire général d'Africités pour organiser une session thématique sur les Associations d'habitants. Elle durera trois heures : une heure pour les présentations, 90 minutes pour la discussion et 30 minutes pour l'adoption des résolutions. Le groupe d'experts sera composé d'un président, un coordinateur/animateur, un rapporteur et d'un maximum de quatre "*intervenants, comprenant un maire africain, un maire d'un autre continent, un représentant d'une institution, association ou entreprise et un expert du sujet abordé*". Les résolutions seront rassemblées dans une recommandation "*adressée principalement aux maires, ministres, institutions de l'Union Africaine et aux partenaires de coopération*".

Les associations d'habitants (également appelés associations de résidents) sont un phénomène important et croissant sur le continent par lequel les populations urbaines se réunissent pour relever les défis auxquels elles font face dans les villes. Ces organisations offrent un certain nombre de possibilités pour créer une interface entre les élus, les fonctionnaires et les citoyens, et cette session thématique vise à fournir une plate-forme pour le dialogue entre les représentants de ces trois groupes, pour échanger des expériences et élaborer des recommandations afin d'améliorer le développement de ces associations.

Les politiques de logement urbain sont un facteur fondamental pour déterminer la nature de nos villes.

Sous le néolibéralisme, la terre est principalement perçue comme une marchandise à être exploitée et on lui a retirée tout son sens de "bien public". Les contraintes territoriales urbaines et l'accaparement des terres conduisent souvent à la spéculation ou aux "nettoyages urbains" entraînant l'expulsion des plus pauvres, généralement vers la périphérie, loin des infrastructures et des opportunités sociales et économiques.

Les associations d'habitants sont devenues un des principaux moyens de résistance des communautés face à ces expulsions. Il est donc important de souligner les luttes pour des politiques de logement humaines comprenant l'élaboration d'un pacte social urbain qui constituera une alternative au modèle néolibéral.

Des programmes tels que la " **Campagne zéro expulsions** " et l'utilisation des mécanismes d'échange de dette pour " **Les Fonds populaires pour le logement** ", impliquant des organisations d'habitants et des autorités locales, offrent des solutions alternatives pratiques pour les responsables politiques progressistes afin d'aboutir à des politiques démocratiques traitant la crise urbaine. A cet égard, l'appel du Forum social urbain "Défendons les biens communs pour le futur des villes et territoires " apporte une perspective fondamentale.

La complète et véritable démocratisation des États africains ne peut aboutir qu'à travers une approche systématique en partant de la base, qui valorise et encourage la participation des citoyens aux processus politiques. Éduquer et donner les moyens aux citoyens de s'engager en étant informés et responsables permettra d'éviter les résultats perturbateurs d'une politique populiste et réactive qui sape la stabilité et l'harmonie de la société. Les mouvements sociaux sont un aspect fondamental de ce processus et sont la dynamique de base pour promouvoir une véritable démocratisation. Le défi pour les autorités au niveau local et national est de s'engager avec les mouvements sociaux et les associations d'une manière qui soit respectueuse et productive, et éviter le paternalisme ou la cooptation. Le défi pour les mouvements sociaux est de savoir comment s'engager avec les autorités d'une manière productive et respectueuse tout en conservant leur indépendance et leur capacité d'analyses critiques. Des méthodologies d'engagement seront seulement identifiées par le dialogue et l'échange d'idées et d'expériences.

Les États africains sortent de l'ère post-coloniale, sont majeurs et deviennent de plus en plus sophistiqués et complexes. L'époque du "Big Man" se termine et l'idée qu'une seule personne puisse gérer la complexité d'un gouvernement moderne est de plus en plus intenable : le processus décisionnel doit être délégué si les États veulent gérer les multiples demandes de populations toujours croissantes. La décentralisation du pouvoir aux autorités provinciales et locales est importante mais comporte beaucoup de risques, tels que le régionalisme, la fragmentation, l'inefficacité, la corruption, etc. Plusieurs de ces phénomènes négatifs existent déjà dans des États centralisés, les défis résultant de la décentralisation ne sont donc pas entièrement nouveaux. Si la décentralisation inclut la prise de pouvoir des communautés locales pour formuler et traiter les problèmes qu'elles considèrent comme importants et pour surveiller les activités des autorités locales, plusieurs de ces problèmes peuvent être surmontés.

La démocratie représentative est devenue synonyme d'élections périodiques, entre lesquelles les représentants élus ont souvent peu ou pas de contact avec leurs électeurs. Des mesures constitutionnelles pour améliorer la responsabilité ont été instituées dans des pays comme le Kenya, mais le mécanisme le plus efficace pour assurer la responsabilisation réside dans des mouvements sociaux organisés et forts qui demandent des comptes à leurs représentants élus.

La Session Thématique se penchera sur des exemples d'interactions entre résidents, autorités locales et nationales à travers le continent pour voir comment ces trois facteurs se développent en Afrique.

Africités : "Construire l'Afrique à partir de ses territoires : quels défis pour les collectivités locales ?"

Nous estimons donc qu' **Africités VI** est une occasion cruciale pour que les voix des mouvements sociaux soient entendues sur tout le continent. Pour cela, nous lançons un appel à manifestations d'intérêt à nos partenaires et autres associations d'habitants, réseaux et mouvements sociaux.

PROGRAMME D'AFRICITES 2012 Thème : "Construire l'Afrique à partir de ses territoires : quels défis pour les collectivités locales ?" 4-5 décembre [jours 1 & 2] : sessions thématiques 6 décembre [jour 3] : sessions spéciales 7 et 8 décembre [jours 4 & 5] : réunions politiques

Mike Davies responsable par intérim de l'Alliance Internationale des Habitants Afrique australe

visiter le site www.africites.org

lire aussi sur www.lesafriques.com (04.12.112) : [Ouverture du 6e sommet Africités à Dakar, par Adama Wade](#)
